

FLN

Une pétition pour la convocation du comité central

Le bras de fer entre l'actuelle direction du FLN et ses détracteurs n'est pas près de finir.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et pour cause, les deux camps persistent, chacun, dans ses convictions. Ainsi, au moment où les contestataires agissant sous la houlette de celui qui se considère comme étant le coordinateur du bureau politique du parti, affirment que le comité central sera «inexorablement» convoqué, l'actuelle direction dit s'inscrire loin de ces «détails».

Abderrahmane Belayat parlera d'une pétition en cours pour la convocation d'une session



Photo : New Press

Saâdani serein.

extraordinaire du comité central. sans les paraphes d'au moins
Ce qui ne saurait être possible les deux tiers des membres de

RESTRUCTURATION DU FLN

Installation officielle des deux mouhafedhs à El Tarf

Dans le dessein d'une maîtrise totale et une mainmise sur les instances locales de l'ex-parti unique, le SG du FLN, en l'occurrence Amar Saâdani a nommé au poste de mouhafedh d'El Tarf, M. Yazid Harga en remplacement de M. Hamid Bentouili, démocratiquement élu lors de la dernière opération de renouvellement de la composante de la mouhafadah.

Dans le même sillage, M. Tallal Amar a été installé en tant que nouveau mouhafedh dans la nouvelle mouhafadah de Dréan qui englobera les kasmass de la partie ouest de la wilaya. Une structure, fraîchement créée pour les

besoins de la cause. Lors de la cérémonie d'installation, sous la houlette de M. Mustapha Mazouzi, membre du bureau politique et cerise sur le gâteau en présence du député Baha-Eddine Tliba de la wilaya d'Annaba, les présents étaient divisés sur ce scénario de cooptation de responsables qui n'ont pas réellement une emprise sur le terrain et les militants du parti. Une situation inattendue et inespérée pour son frère siamois le RND qui se targue déjà de tout rafler lors des prochaines échéances électorales.

Daoud Allam

ABDELMALEK SELLAL

Nouveau périple à travers les quarante-huit wilayas

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, est attendu, dès après-demain jeudi, à Ouargla pour une visite officielle d'une journée qui le mènera aussi à Tougourt et Hassi Messaoud, en plus du chef-lieu de wilaya. Une visite qui sera dominée, notamment, par les dossiers de l'emploi, des programmes précédemment engagés pour les régions du Sud, outre les brûlantes questions de l'heure comme celle liée au gaz de schiste. Ceci étant, Ouargla ne sera que la toute première étape d'un long périple qui mènera Sellal dans les quarante-huit wilayas.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce que nous apprend une source sûre : «Après Ouargla, puis Constantine, où le Premier ministre ira inaugurer la manifestation Constantine capitale de la culture arabe et ce, dès le 15 avril en cours, ce sera le tour d'Oran où il inaugurera notamment la grande mosquée de la ville».

Il y a lieu de rappeler, ici, que si ces deux dernières visites étaient prévues de longue date, celle de Ouargla avait été reportée à plusieurs reprises. Tout comme la tournée générale à travers toutes les wilayas. «Beaucoup d'imprévus ont chamboulé l'agenda initial. En fait, cette tournée devait être entamée depuis fin 2014 mais les priorités ont

été brutalement chamboulées entre-temps. La chute surprenante des prix des hydrocarbures puis le grand ballet diplomatique que connaît Alger depuis quelques mois ont notamment été les principales raisons de l'ajournement de l'ensemble des visites à l'intérieur du pays», nous explique-t-on de même source. Certes, la situation des marchés pétroliers ne s'est pas améliorée et le ballet diplomatique à Alger se poursuivra avec la même cadence. Mais les visites dans les wilayas reprendront à un rythme assez soutenu. «Il y aura une visite par semaine, au moins. Le programme se déroulera sur deux phases : la première, qui sera inaugurée avec la visite à Ouargla, s'étalera jusqu'en juillet. S'ensuivra une seconde dès la rentrée et se

poursuivra jusqu'à la fin de l'année en cours», ajoute notre source.

Abdelmalek Sellal, qui avait eu à effectuer une tournée similaire entre fin 2012 et début 2014, aura décidé, cette fois, de se passer des traditionnelles réunions avec les «représentants de la société civile», à en croire notre source. Il est vrai que ces rendez-vous, du reste inutiles, n'ont plus raison d'être.

En 2013-2014, ils servaient en réalité de tribune pour Sellal pour, aussi bien combler l'absence de Bouteflika, notamment pendant son long séjour en France à la suite de son AVC, que pour faire une longue et incessante pré-campagne électorale en prévision du quatrième mandat...

K. A.

KHEMIS-EL-KHECHNA (BOUMERDÈS)

Un terroriste d'Aqmi éliminé

A la suite d'une embuscade qu'ils ont organisée pour faire échec à la circulation des terroristes, les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), en opération dans la daïra de Khemis-El-Khechna, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la ville de Boumerdès, ont éliminé un djihadiste d'Aqmi.

Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN), c'est un détachement militaire dépendant du Secteur opérationnel de Boumerdès (1^{re} Région militaire) qui a mené cette embuscade, dimanche 5 avril, au lieu-dit Oued-Larbaâatche.

Le même communiqué précise que les forces de l'ordre ont récupéré un fusil mitrailleur de type kalachnikov, un lot de munitions et des téléphones portables.

Le service de communication du MDN ne donne pas plus de précisions sur le terroriste abattu, son identité notamment. D'après nos sources, il s'agirait de A. Rabah, né le 6 mai 1944. Il serait monté au maquis en 1994. C'est donc un djihadiste aguerri à la guérilla. La prise est, par conséquent, très importante. Il occupait certainement le poste d'émir. Car parmi l'effectif survivant du GSPC qui ont rejoint Aqmi, il ne reste pas beaucoup d'anciens terroristes qui avaient constitué les sinistres GIA (Groupes islamiques armés) et qui avaient rejoint, à sa création, le GSPC avec une expérience dans le crime politique.

Seconde constatation, l'islamiste armé a été neutralisé dans une région située à la périphérie est de la capitale, depuis longtemps nettoyée. Il y a eu plusieurs tentatives de réimplantation dans la région Larbaâatche et Khemis-El-Khechna mais toutes mises en échec par les services de sécurité. C'est probablement le cas à l'issue de cette embuscade.

Abachi L.

CÉLÉBRATION DU 35^E ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS AMAZIGH

Le RCD appelle à des marches le 20 avril

Comme de tradition, le RCD appelle à des marches le 20 avril prochain qui coïncide, cette année, avec le 25^e anniversaire du Printemps amazigh d'avril 1980.

Conjoncture politique nationale oblige, le parti appelle, dans un communiqué rendu public, hier lundi, les citoyens à rejoindre les marches qu'il organise à l'occasion le 20 avril prochain «pour exprimer solidairement leur détermination en faveur d'une alternative pacifique et démocratique qui réhabilite notre peuple dans sa légitime ambition à vivre son destin dans la justice, l'universalité et le progrès».

Car, estime-t-il, «la revendication du changement radical de l'ordre politique qui a privé les Algériens de leur dignité et de leur liberté depuis l'indépendance, est portée par des actions de terrain sur tout le territoire national et dont le 20 avril 1980, quand «des milliers d'Algériennes et d'Algériens sont sortis dans la rue crier leur soif

de liberté et revendiquer la reconnaissance officielle de l'amazighité, langue, culture et identité dans leur pays», a été l'élément déclencheur pour la «consécration des libertés démocratiques en Algérie». Ce qui a mis fin, selon lui, au «mythe d'une société nivelée et indifférenciée culturellement et socialement».

Et au RCD de «traiter» du bilan du régime qu'il qualifie de «sans appel». Entre autres facettes de ce bilan, note-t-il, «la privatisation des institutions au profit de la caste régnante» qui menace «l'existence même de la nation, la marginalisation dont souffrent des régions entières comme la Kabylie ou le Sud vire à un mépris aux conséquences imprévisibles, les fuites en avant, la ruse et les subterfuges ne peuvent meubler un mandat où

la cacophonie de l'exécutif, la paralysie du Parlement et le repositionnement des clientèles du régime font écho à une vacance du pouvoir incarnée par un chef d'Etat inaudible et impotent».

D'où son plaidoyer, encore une fois, pour une transition démocratique qui consacre et garantit les libertés individuelles et collectives ainsi que le droit à l'organisation politique, syndicale et associative, l'égalité en droit sans discrimination de sexe ou de langue, tamazight et l'arabe sont de fait nos deux langues officielles, une décentralisation matérialisée par un découpage en territoires cohérents du triple point de vue sociologique, culturel et économique dotés d'une large autonomie de gestion et de planification, l'alternance au pouvoir, l'institutionnalisation d'une instance indépendante pour la gestion de toutes les élections.

M. K.